



**RETURN BIDS TO:**

**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -  
TPSGC**

**11 Laurier St. / 11, rue Laurier**

**Place du Portage, Phase III**

**Core 0B2 / Noyau 0B2**

**Gatineau**

**Quebec**

**K1A 0S5**

**Bid Fax: (819) 997-9776**

**SOLICITATION AMENDMENT  
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**

**Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Frigate Life Extension (FELEX) Project / Bureau de  
projet de prolongation de la vie des frégates (BP  
FELEX)

455 Blvd de la Carrière

Gatineau

Quebec

K1A 0K2

<b>Title - Sujet</b> Contrat soutien en service SCCH	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W8482-168150/D	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 001
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W8482-168150	<b>Date</b> 2019-07-09
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$FX-008-27388	
<b>File No. - N° de dossier</b> 008fx.W8482-168150	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2019-11-08</b>	<b>Time Zone</b> Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> Specified Herein - Précisé dans les présentes <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Fortin, Marie-Andrée	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 008fx
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (819) 939-3234 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

## Soutien en service du système de combat des navires de la classe *Halifax*

### DP – Questions et réponses

#### Modification n° 01

La présente modification est émise pour répondre aux questions relatives à la deuxième ébauche de la demande de proposition posées par l'industrie.

**Q1** - En priorité, nous aimerions poser une question au sujet des exigences relatives à la valeur du contenu canadien. L'introduction récemment mise à jour indique clairement :

« Mais à l'exclusion du coût pour l'entrepreneur des travaux et des pièces de rechange effectuées à l'extérieur du Canada pour les systèmes de combat de la classe *Halifax*. »

or, au paragraphe 2.1, obligatoire 1, il est indiqué ce qui suit :

« 1. Le soumissionnaire s'engage à réaliser les transactions, mesurées en valeur du contenu canadien (VCC), évaluées à au moins 100 % du prix contractuel [100 % ou la VCC totale des transactions identifiées, le montant le plus élevé étant retenu], au cours de la période de réalisation. »

Nous comprenons que le premier commentaire est exact, et que le deuxième commentaire devrait aussi « exclure le coût (...) effectué à l'extérieur du Canada » de la même façon.

Est-ce exact?

**R1** – Oui, le libellé de l'exigence obligatoire 1 de la section 2 – Exigences obligatoires du document d'évaluation est conforme à la définition 1.1.9 et à l'introduction du document des modalités et conditions.

**Q2** – En ce qui concerne le paragraphe ci-dessous, qui figure à la page deux (2) de chaque document de la section RIT/PV relatif à la deuxième ébauche de demande de propositions pour le SES du système de combat des navires de la classe *Halifax* (SCCH), pourriez-vous préciser ce que l'on entend par « arrangements de soutien en service en place pour les anciens systèmes du SCCH »? Parlez-vous ici des contrats déjà en vigueur avec des fabricants d'équipement d'origine (FEO) étrangers sur des équipements actuellement installés (d'origine et/ou récemment modernisés)?

« Aux fins du contrat de soutien en service (CSES) du SCCH, la Politique sur les retombées industrielles et technologiques (RIT), y compris la Proposition de valeur (PV), s'appliquera à tous les travaux exécutés par l'entrepreneur, à l'exclusion du coût pour l'entrepreneur des travaux et des pièces de rechange effectuées à l'extérieur du Canada pour les systèmes de combat de la classe *Halifax*. Cette approche permettra de s'assurer que les nouveaux travaux exécutés dans le cadre de ce contrat par l'entrepreneur sont pleinement mis à profit et profitent au Canada, tout en reconnaissant qu'il s'agit de systèmes existants dotés de chaînes d'approvisionnement bien établies. En tant que tel, le CSES du SCCH n'ajuste pas les dispositions de soutien en service actuellement en place pour les anciens systèmes du SCCH. »

**R2** – Oui, les ententes de soutien en service actuellement en place pour les anciens systèmes SCCH renvoient aux contrats existants avec les FEO étrangers sur les systèmes et l'équipement actuellement installés.

**Q3** – La définition du terme « soumissionnaire » au CCUA 2003 ne tient pas pleinement compte de la valeur totale de toute l'équipe que l'entrepreneur principal fournit par le biais de la sous-traitance, des ententes d'équipe, des partenariats officiels et, par conséquent, elle crée une possibilité d'évaluation déséquilibrée de la pleine capacité de l'équipe des ressources du soumissionnaire. Afin d'assurer la maximisation du processus d'appel d'offres concurrentiel, il est recommandé que le CANADA envisage d'apporter des modifications à la Partie 2 de la DP, paragraphe 2.1.2 – CCUA 2003 (2018-05-22) par. 04 (2007-11-30) Définition du soumissionnaire, comme suit :

L'article 4 de la clause 2003, Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Par « soumissionnaire », on entend une personne ou une entité (ou dans le cas d'une coentreprise, les personnes ou les entités), qui soumet une proposition en vue d'exécuter un contrat de biens ou de services, ou les deux. Le terme ne comprend pas la société mère, les filiales ou autres affiliées du soumissionnaire, ni ses sous-traitants.

Dans le seul but d'effectuer l'évaluation des soumissions et de déterminer les notes globales nécessaires à l'exécution du besoin, les termes « soumissionnaire » et « soumissionnaires » désignent le soumissionnaire principal de l'entrepreneur principal, mais comprennent également tous les sous-traitants, les partenaires d'un partenariat officiel, les membres d'un accord de groupement signé et les membres d'une coentreprise officiellement constituée aux fins de la participation à la soumission. Cela s'applique à la DP dans son intégralité.

**R3** – À la suite des commentaires reçus de l'industrie au sujet de la première ébauche de la demande de propositions et afin d'encourager une concurrence équitable et ouverte, le Canada a élargi l'expérience requise pour satisfaire à l'exigence obligatoire relative à l'expérience ministérielle afin d'inclure les grands projets d'acquisition dans le secteur de la Défense. Nous avons également élargi l'expérience pertinente pour les critères techniques cotés afin d'inclure les contrats de réparation, de révision et d'acquisition dans le secteur de la défense.

Compte tenu de ces changements, le Canada estime qu'un grand nombre des participants intéressés au SCCH seraient en mesure de satisfaire à ces exigences techniques sans avoir à former d'équipe. De plus, afin d'atténuer les risques pour le Canada, nous avons décidé de conserver le concept de soumissionnaire tel que défini dans le CCUA 2003.

**Q4** – Dans la section 4.3.2.1.1. de la DP, il est indiqué que l'expérience à laquelle il est fait référence pour traiter les présentations techniques cotées doit être actuellement utilisée dans une flotte établie de plates-formes (p. ex. frégates). On demande au Canada de préciser que le SES sur d'autres plates-formes non navales est acceptable.

**R4** – Oui, le SES sur d'autres plates-formes non navales est acceptable pourvu qu'elle réponde aux exigences de la section 4.3.1.1 Définition du secteur de la Défense et qu'elle soit conforme aux Lignes directrices sur l'expérience pertinente des soumissionnaires de la section 4.3.2.1 de la version finale de la DP (anciennement la section 4.3.2.1.1. de l'ébauche de la DP).

**Q5** – (Référence – DP) En ce qui concerne la section 4.3.2.1.1 de la DP « ...valeur du contrat et durée minimale de trois (3) ans », le Canada doit préciser si la durée globale du contrat doit être supérieure à trois (3) ans ou si l'exécution du contrat mentionné doit avoir été achevée au moment de la clôture de la soumission.

**R5** – La section 4.3.2.1 e la version finale de la DP (anciennement la section 4.3.2.1.1. de l'ébauche de la DP) fait référence à l'expérience pertinente du PASSÉ; par conséquent,

---

l'exigence de trois ans d'expérience dans le contrat mentionné doit avoir été remplie avant la clôture de l'appel d'offres. Cette question sera clarifiée dans la DP finale.

**Q6** – (Référence - DP) Le Canada est prié de préciser ce qui doit être soumis à l'évaluation pour satisfaire à l'évaluation complète de l'expérience du CSES. Doit-on fournir une liste des contrats en réponse à la DP 4.3.2.1.3 ou est-ce que les soumissions des soumissionnaires en tant « qu'expérience passée » en réponse aux critères techniques cotés seront évaluées afin de déterminer l'évaluation globale de l'expérience du CSES par l'équipe du soumissionnaire?

**R6** - L'évaluation complète de l'expérience du CSES sera fondée sur la réponse fournie par le soumissionnaire à la question « Contrat de soutien en service – O/N » de la section 4.3.2.1 de la version finale de la DP (anciennement la section 4.3.2.1.1. de l'ébauche de la DP) pour chaque contrat de référence fourni dans les 13 critères cotés. Aucune liste n'a besoin d'être fournie.

**Q7** – (Référence – DP) Compte tenu des modifications apportées par les documents RIT/PV révisés publiés le 5 avril 2019, les activités de maintenance relèvent-elles toujours du champ d'application du SCCH ou sont-elles désormais couvertes par les contrats existants avec les FEO du GE du SCCH?

**R7** – L'entrepreneur du SCCH sera responsable de fournir tous les travaux tels que définis dans l'Énoncé des travaux à exécuter (ETE), y compris l'entretien. Les exigences de la RTI/PV sont distinctes des exigences de l'ETE.

**Q8** – (Référence – DP) En ce qui concerne « L'entrepreneur doit, à titre de travaux urgents et sous réserve de la délivrance d'une autorisation de tâches, fournir des services de réparation et de révision pour les articles réparables pour lesquels l'entrepreneur a reçu une autorisation... ». En raison des documents révisés de la DTI/VP, publiés par SPAC le 5 avril 2019, les travaux de réparation et de révision (R et R) seront-ils confiés directement aux FEO aux termes des mécanismes contractuels existants ou seront-ils exécutés par l'entrepreneur principal? La règle 7.6 devrait-elle être supprimée de la DP du SCCH?

**R8** – L'entrepreneur du SCCH sera responsable de fournir tous les travaux tels que définis dans l'ETE. Les exigences de la DGI/VP sont distinctes des exigences de l'ÉTÉ de l'ETE. Le Canada prévoit que tous les travaux de R et R seront confiés au soumissionnaire retenu, à moins que le soumissionnaire retenu ne propose quelque chose de différent.

**Q9** – Le Canada est prié de préciser si les CCUA D0037C et D6009C sont destinés à être inclus dans la DP.

**R9** – Les deux clauses des CCUA s'appliquent à la DP. D0037C est pour les travaux de R et R à débit libre et D6009C est pour les révisions et les pièces de rechange.

**Q10** – (Référence - DP) Si, conformément aux récents changements apportés à la documentation de la DTI/VP communiquée par courriel le 5 avril 2019, les travaux du FEO sont couverts par les contrats FEO existants et ne transitent pas par l'entrepreneur, et que des corrections sont requises en raison du rejet par le Canada, elles devraient être à la charge exclusive du FEO et non de l'entrepreneur.

**R10** – L'entrepreneur du SCCH sera responsable de fournir tous les travaux tels que définis dans l'ETE. Les exigences de la DGI/VP sont distinctes des exigences de l'ETE. Le Canada s'attend à ce que tous les travaux des FEO soient confiés au soumissionnaire retenu, à moins que ce dernier ne propose quelque chose de différent.

**Q11** – (Référence - DP) Aux termes de l'ETE, l'entrepreneur est tenu d'acheter et de distribuer le matériel. S'agit-il d'une activité de travaux émergents? Dans l'affirmative, le Canada a-t-il l'intention

d'émettre un formulaire 626 « pièces de rechange » annuel? À quel moment la propriété du matériel est-elle transférée de l'entrepreneur au Canada et, par la suite, à quel moment l'entrepreneur a-t-il le droit de réclamer le matériel?

**R11** - Oui, l'acquisition et la distribution de matériel constituent des travaux émergents. Cette activité sera négociée au cours des discussions de l'AOP et les travaux seront autorisés dans le cadre d'autorisations de tâches. Veuillez lire le guide des CCUA 2035, paragraphe 19 – Propriété.

**Q12** – (Référence - DP) Les retards causés par les FEO ne devraient pas avoir d'incidence sur le statut du contrat de l'entrepreneur avec le Canada. Tout problème de rendement associé à des contrats FEO distincts ne devrait pas affecter le rendement de l'entrepreneur. Des mesures d'adaptation doivent être prises lorsque les travaux d'un entrepreneur sont touchés par des retards du FEO.

**R12** - L'entrepreneur est responsable de la gestion des FEO. L'entrepreneur peut également verser des paiements incitatifs et les modalités du contrat.

**Q13** – (Référence – DP) Tout défaut de travail par les FEO dans le cadre de contrats uniques existants sera la responsabilité des FEO, seuls responsables de sa correction. Aucun coût ne devrait être attribué à l'entrepreneur.

**R13** – Il n'y aura aucune réclamation de garantie auprès de l'entrepreneur du SCCH pour les articles qui se sont avérés défectueux et qui ont déjà été livrés aux termes des contrats existants avec les FEO.

**Q14** – En ce qui concerne l'ETE 2.2.2 : « Conformément au Manuel du système de gestion du matériel de la Marine (SGMN) et au plan du programme des grands bâtiments de combat (GBC), la classe *Halifax* utilise les périodes de travail programmées (PTP) » et le SP 3.3, Spécifications, priorités, normes et documents applicables. Le Canada est prié de préciser si le plan de programme du SMNAM et des GBC sera fourni avec la version finale de la demande de propositions.

**R14** – C-03-005-015-012/AM-001 est le Manuel du Système de gestion du matériel de la Marine (SGMN) et il sera mis à la disposition des soumissionnaires sur demande après la publication de la DP. Tel qu'indiqué à la section 2.3 de l'ETE, le plan du programme des GBC sera fourni après l'attribution du contrat.

**Q15** – (Référence - ETE) Le Canada est prié de préciser si le matériel, y compris les pièces de rechange achetées par les FEO à l'étranger, sera inclus dans les contrats FEO existants et donc exclu du CSES du SGCH ?

**R15** – L'entrepreneur du SCCH sera responsable de fournir tous les travaux tels que définis dans l'ETE. Après l'attribution du contrat, les travaux en cours dans le cadre des contrats FEO existants seront achevés et tous les nouveaux travaux (p. ex., R et R à flux libre) seront confiés à l'entrepreneur du SCCH.

**Q16** – (Référence – ETE) En ce qui concerne « [I] Le Canada peut ajouter ou retirer des systèmes et/ou des sous-systèmes du GE du SCCH décrit à l'annexe 2 – Liste du GE du SCCH ». Il est recommandé que le Canada envisage l'application d'une liste des articles réparables (RIL) en remplacement d'une modification officielle au contrat pour ajouter ou supprimer des systèmes/sous-ensembles.

**R16** – L'ajout ou le retrait de systèmes doit se faire au moyen d'une modification contractuelle.

**Q17** – (Référence – ETE) En ce qui concerne « [I] La phase de démarrage est estimée être d'une durée d'un (1) an ». Le Canada est prié de préciser s'il y aura une pénalité (dommages-intérêts forfaitaires) demandée pour ne pas avoir respecté l'État stable au cours de la première année du contrat ?

**R17** – Non.

**Q18** – (Référence – ETE) Le plan de démarrage doit être présenté un mois après l'attribution du contrat et l'un des éléments obligatoires est « l'établissement d'accords avec les FEO du GE du SCCH ou leurs représentants autorisés ». On ne sait pas très bien quel type « d'accords » cela pourrait inclure si, conformément aux documents ITB/VP révisés publiés le 5 avril 2019, les contrats FEO ne sont pas regroupés dans le CSES du SCCH. Il est demandé au Canada de clarifier.

**R18** – L'entrepreneur du SCCH sera responsable de fournir tous les travaux tels que définis dans l'ETE. Après l'attribution du contrat, les travaux en cours dans le cadre des contrats FEO existants seront achevés et tous les nouveaux travaux (p. ex., R et R à flux libre) seront confiés à l'entrepreneur du SCCH. Le soumissionnaire retenu est responsable de conclure des ententes de prestation de services avec les FEO pour les systèmes.

**Q19** – (Référence – ETE) En ce qui concerne « [M] L'entrepreneur doit s'assurer que son personnel est formé avant d'entrer dans l'arsenal maritime du MDN ou dans l'installation de réparation à contrat ». Le Canada est prié de préciser si cette formation doit être classée dans la catégorie des travaux de gestion. Dans l'affirmative, le Canada est prié de fournir des précisions sur la durée de la formation requise afin que les coûts appropriés puissent être appliqués à cette tâche.

**R19** - Il s'agit de travaux émergents.

**Q20** – (Référence – ETE) En ce qui concerne les énoncés/exigences suivants : « [I] Le Canada a acquis les droits de PI originale pour le GE du SG SCCH » et « [I] Le Canada a acquis la PI de base dans le GE du SCCH pour l'utilisation, l'exploitation, la réparation et la révision du GE du SCCH, y compris le droit de divulguer et de concéder sous licence cette PI d'avant-plan aux entrepreneurs canadiens à ces fins » et « [M] Dans le cadre des travaux de gestion, l'entrepreneur doit obtenir les droits, licences et ententes nécessaires avec chaque FEO du GE du SCCH et autres tiers ». Si le Canada a acquis la PI originale et la PI de base requises, on ne sait pas exactement quelle autre PI est nécessaire. Le Canada est prié de clarifier ces déclarations.

**R20** – En ce qui concerne les questions et les commentaires relatifs aux droits de propriété intellectuelle, le Canada a tenu compte des commentaires de l'industrie dans la mise au point de la DP.

**Q21** – (Référence – ETE) Le Canada est prié de préciser si la tenue à jour du rapport de PI, qui est initialement vérifiée pendant la phase de démarrage en tant que tâche de travaux émergents, sera considérée comme faisant partie des travaux de gestion pour le reste de la durée du contrat ?

**R21** – L'article 3.16.2 stipule ce qui suit : « Dans le cadre des travaux de gestion, l'entrepreneur doit élaborer et mettre à jour le rapport de PI qui permet au Canada de gérer la PI des GE du système SCCH et d'évaluer les risques associés à cette PI ».

**Q22** – (Référence – ETE) En ce qui concerne « [M] À la demande du Canada, l'entrepreneur doit effectuer des vérifications de la configuration physique et fonctionnelle de la configuration canadienne ». Le Canada est prié de préciser si cet effort sera classé dans la catégorie des travaux de gestion ou des travaux en émergence.

**R22** – L'article 5.1.5 stipule ce qui suit : « À la demande du Canada, l'entrepreneur doit effectuer des vérifications de la configuration physique et fonctionnelle de la configuration canadienne du GE du SCCH pour vérifier la conformité à l'information technique », qui est un travail émergent.

**Q23** – (Référence - ETE) En ce qui concerne « [M] L'entrepreneur doit travailler avec les FEO du GE du SCCH et les représentants autorisés des FEO du GE du SCCH pour s'assurer que les problèmes d'obsolescence sont identifiés ». Pour satisfaire à cette exigence, le Canada doit fournir des éclaircissements supplémentaires sur la relation qu'il s'attend à établir entre l'entrepreneur de l'ISS du SCCH et les FEO des GE.

**R23** – Le Canada s'attend à ce que l'entrepreneur du SCCH établisse les relations nécessaires avec les FEO afin d'exécuter tous les travaux précisés dans le SPCC.

**Q24** – (Référence - ETE) En ce qui concerne : « Il y a des lacunes dans les données du TDP pour la base de référence des produits du GE du SCCH et l'entrepreneur sera chargé, immédiatement après l'attribution du contrat, d'identifier ces lacunes et de les combler par la suite ». Le Canada est prié de préciser si l'effort sera classé dans la catégorie des travaux de gestion ou des travaux en émergence.

**R24** – Il s'agit de travaux émergents.

**Q25** – (Référence - ETE) En ce qui concerne « [M] L'entrepreneur doit traduire les données techniques dans les langues officielles du Canada sur demande ». Le Canada est prié de préciser si la traduction des données techniques dans les langues officielles du Canada sera effectuée dans le cadre des Travaux en émergence.

**R25** – Il s'agit de travaux émergents.

**Q26** – (Référence - ETE) En ce qui concerne « [M] L'entrepreneur doit élaborer et mettre à jour les PCU qui décrivent la modification technique proposée pour tout changement proposé à la forme, à l'ajustement ou à la fonction du GE du SCCH ». Le Canada est prié de préciser si les FEO devront fournir des commentaires pour réaliser cette activité ?

**R26** – Le Canada s'attend à ce que l'entrepreneur du SCCH ait besoin de l'apport du FEO concerné.

**Q27** – (Référence - ETE) En ce qui concerne « [M] L'entrepreneur doit effectuer tous les travaux d'entretien de troisième niveau qui lui sont assignés conformément à la PSM acceptée, à l'énoncé de travail du journal pour les réparations à débit libre et à toutes les demandes de travaux urgents approuvées ». Le Canada est prié de préciser si cela comprend les réparations effectuées aux termes des contrats avec les FEO ?

**R27** – L'entrepreneur du SCCH sera responsable de fournir tous les travaux tels que définis dans l'ETE. Après l'attribution du contrat, les travaux en cours dans le cadre des contrats existants entre le Canada et les FEO seront achevés et tout nouveau travail (p. ex., R et R en flux libre) sera transféré à l'entrepreneur du SCCH.

Pour être clair, les contrats existants entre le Canada et les FEO expireront éventuellement et l'entrepreneur du SCCH prendra en charge les travaux.

**Q28** – En ce qui concerne la section 6.7.5 de l'ETE en général, le Canada est prié de préciser que toute activité d'entretien supplémentaire sera classée comme travaux urgents.

**R28** – Il s'agit de travaux émergents.



**Q29** – (Référence – ETE) Compte tenu des documents révisés de la DTI/DVP publiés le 5 avril 2019, l'entrepreneur sera-t-il responsable de l'approvisionnement, de l'entreposage et de l'entretien de tous les consommables et pièces achetés ou une partie de ces documents relèvera-t-elle de la responsabilité du FEO dont les contrats seront encore en vigueur?

**R29** – L'entrepreneur du SCCH sera responsable de fournir tous les travaux tels que définis dans l'ETE. Après l'attribution du contrat, les travaux en cours dans le cadre des contrats existants entre le Canada et les FEO seront achevés et tout nouveau travail (p. ex., R et R en flux libre) sera transféré à l'entrepreneur du SCCH.

Plus précisément, les contrats existants entre le Canada et les FEO expireront éventuellement et l'entrepreneur du SCCH prendra en charge les travaux.

**Q30** – (Référence – SRER) Le Canada est prié de préciser si l'IAS 8 se rapporte à l'amélioration du soutien du GE du SCCH ou à l'amélioration du système de soutien du GE du SCCH.

**R30** – Cette question s'applique au soutien global.

**Q31** – (Référence – DP) Le CANADA peut-il fournir une copie de la spécification d'emballage des Forces canadiennes D-LM-008-036/SF-000 avant la DP finale?

**R31** Les exigences en matière d'emballage ont été mises à jour dans la DP et les spécifications seront fournies aux soumissionnaires sur demande après la publication de la DP.

**Q32** – (Référence – DP) Le paragraphe 4.3.2.1.3 ne fait référence qu'à l'évaluation de l'expérience du CSES. L'utilisation du « Contrat de soutien en service » restreint l'expérience en fonction de la source de financement, par opposition aux activités pertinentes. Il est recommandé de remplacer « Note globale d'évaluation de l'expérience du CSES » par « Note globale d'évaluation de l'expérience du contrat de référence » et, dans le tableau 3, de remplacer « Référence du CSES » par « Contrat de référence » ou de supprimer entièrement ce paragraphe et le tableau 3 et de le supprimer de l'évaluation.

Laisser ce paragraphe et le tableau 3 tels quels favorisera injustement les très rares soumissionnaires potentiels qui pourraient prétendre à plusieurs ISSC, chacun d'eux englobant l'ensemble des 13 critères techniques. Ces soumissionnaires potentiels recevraient des points pour l'expérience acquise dans le cadre de l'évaluation de la solution éprouvée à la figure 2, puis de nouveau dans le cadre de l'évaluation complète de l'expérience du CSES au tableau 3, ce qui créerait un scénario de double risque.

**R32** – Le Canada a pris la rétroaction de l'industrie en compte dans la version finale de la DP.

**Q33** – (Référence – ETE) Combien de DWP sont attendus au cours des 6 premières années du contrat SCCH?

**R33** – Jusqu'à 12 DWP sont prévus dans la période initiale du contrat SCCH. Approximativement 5 sur la côte ouest et 7 sur la côte est.

**Q34** – (Référence - DP) Le CANADA définira-t-il la signification à la partie 7, paragraphe 7.5, dans le DID PM-005 connexe, de l'expression « documentation de sauvegarde appropriée » qui justifierait l'AOP annuelle?

**R34** – Cette question est traitée dans la DP.

**Q35** – (Référence – DP) Le paragraphe 7.1 de la partie 7 de la DP (Clauses du contrat subséquentes) semble contredire le paragraphe 1.3 de l'annexe C.

Selon la partie 7 de la DP, paragr. 7.1 États : « L'entrepreneur doit entreposer suffisamment de pièces de rechange au Canada pour assurer le soutien et l'entretien ininterrompu du GE du SCCH. considérant que



l'annexe C, paragraphe 1, point b), de l'annexe C 1.3 États : "Les frais liés à l'entreposage, comme la location ou la location à bail d'installations pour le matériel du SCCH, ne doivent pas être inclus dans les frais de gestion mensuels (FMM). Ces coûts seront remboursés à l'entrepreneur au prix coûtant, sans majoration, à titre de travaux urgents."

Depuis le paragraphe 7 de la partie 7. 7.4 explique clairement que l'émission des Tâches émergentes est à la seule discrétion du CANADA, alors il serait raisonnable que l'Entrepreneur ne puisse pas être tenu d'entreposer à moins qu'une tâche soit émise par le CANADA. Recommandation : Il est recommandé que le CANADA mette à jour le paragraphe 7 de la partie 7 de la DP. 7.1 (Clauses du contrat subséquent) pour tenir compte du fait que » Tel que détaillé dans toute(s) autorisation(s) de tâches du MDN 626 accordée(s), l'entrepreneur doit entreposer suffisamment de pièces de rechange au Canada pour assurer le soutien et la maintenance ininterrompus du GE du SCCH ».

**R35** – Le Canada a mis à jour la DP.

**Q36** – (Référence - DP) À l'heure actuelle, le paragraphe 7.8 de la partie 7 stipule « et tout autre renseignement que le Canada peut raisonnablement exiger de temps à autre », ce qui constitue une portée non définie relativement aux rapports et, par conséquent, nous ne sommes pas en mesure d'estimer adéquatement dans le cadre du travail de gestion au prix fixe ferme. Afin de permettre une approche de prix uniforme pour tous les soumissionnaires du travail de gestion à prix fixe de l'entreprise pour les exigences en matière de rapports, le CANADA envisagerait-il de définir l'exigence ou envisagerait-il de modifier la partie 7 de la DP (clauses du contrat subséquent), par. 7.8 comme suit : « et tel que détaillé dans toute autorisation de tâche de travaux émergents, tout autre renseignement que le Canada peut raisonnablement exiger de temps à autre. »

**R36** – Le Canada a mis à jour la DP.

**Q37** – (Référence – DP) Demande de propositions, partie 7, paragr. 7.11 exige que des listes d'autorisation de tâches soient fournies pour toutes les tâches dont la période d'exécution dépasse la durée du contrat. Recommandation : Étant donné que la « liste d'autorisation de tâches » est un produit livrable qui doit être livré deux fois (six mois avant la fin de la période contractuelle et à la fin de la période contractuelle), il est recommandé que le CANADA envisage d'ajouter cette liste à la liste des données de référence de l'annexe E.

**R37** Le document de la CDRL énumère seulement les produits livrables de la PIP. Le Canada a mis à jour la DP.

**Q38** – Le CANADA fournira-t-il aux soumissionnaires une copie de l'Ordonnance technique des Forces canadiennes (ORTFC) C-02-005-011/AM-000, Parties mobiles de réparation dont les services sont assurés par le personnel de l'entrepreneur, dont il est question au paragraphe 7.26 de la partie 7 de la DP?

**R38** – Oui, ce CFTO sera fourni sur demande par l'AC après la publication de la DP finale.

**Q39** – (Référence - DP) Le CANADA publiera-t-il la documentation connexe pour les « modèles d'affaires prédéfinis de l'EIE » et la « gestion du processus de l'EIE » avant la demande de propositions finale?

**R39** – La section 8 de l'ETE a été mise à jour.

**Q40** – (Référence - DP) L'entrepreneur sera-t-il tenu d'effectuer une EMR ou une EAS sur le SI de l'entrepreneur?

**R40** – Veuillez définir ce qu'est une EMR et une EAS.

**Q41** – Méthodologie d'évaluation des éléments financiers – dans chaque élément financier évalué, « toutes les autres notes seront calculées au prorata » en fonction de la note valide la plus basse. Le calcul au prorata est considéré comme une forme de double risque pour tout soumissionnaire qui n'obtient pas la « note valide la plus basse » pour tout élément financier évalué. Au lieu d'obtenir une note fixe pour une 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, etc. position évaluée, le soumissionnaire est pénalisé davantage en étant évalué au prorata du résultat du soumissionnaire qui a obtenu la 1<sup>re</sup> place. Il en résulte une exagération de la séparation naturelle des notes entre les soumissionnaires. Par conséquent, le CANADA va-t-il supprimer le calcul au prorata de chaque élément financier évalué et simplement attribuer des notes raisonnables et équidistantes pour les 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, etc.?

**R41** – Il s'agit d'une méthodologie acceptée. Le Canada a déterminé qu'aucun changement n'est nécessaire.

**Q42** – (Référence - DP) « e. Contrat de soutien en service – Oui/Non » - il est recommandé que cela reflète maintenant « e. Contrat de référence (Contrat de soutien en service ou de réparation et de révision ou contrat d'acquisition dans le secteur de la défense) – soumissionnaire pour identifier le type ». Le CANADA va-t-il apporter cette modification recommandée? Dans la négative, veuillez expliquer pourquoi.

**R42** – Le Canada a pris la rétroaction de l'industrie en compte dans la version finale de la DP.

**Q43** – (Référence – DP) Deux phrases incluses dans la DP semblent contradictoires l'une par rapport à l'autre lorsqu'il s'agit de ce qui est inclus dans les frais de gestion. La première phrase et la définition des travaux urgents de la PIP sont claires : les frais de gestion n'incluent pas les travaux urgents. Toutefois, la deuxième phrase sous-entend que les travaux urgents, pour les quatre membres du personnel identifiés, sont inclus dans les travaux de gestion et, par conséquent, doivent être inclus dans les frais de gestion annuels. Selon la définition de la PIP, il est explicite que les travaux en émergence ne se produisent que lorsqu'ils sont confiés par le CANADA et non avant. Par conséquent, comment un soumissionnaire peut-il estimer les coûts d'un montant inconnu de travaux urgents pour les quatre employés identifiés et les inclure dans les frais de gestion annuels? Recommandons au CANADA de supprimer « Nonobstant toute disposition contraire dans les présentes, les travaux de gestion comprennent tous les travaux, qu'ils soient identifiés comme étant de gestion ou d'urgence aux termes de l'annexe A, qui seront effectués par le gestionnaire de projet, l'ingénieur principal des systèmes, le représentant de la côte Est et le représentant de la côte Ouest » dans son intégralité.

**R43** – Les salaires des 4 postes doivent être inclus dans les frais de gestion.

**Q44** – (Référence – ETE) L'entrepreneur doit-il inclure tous les problèmes techniques en suspens au moment de l'attribution du contrat? Dans l'affirmative, le Canada fournirait-il à l'entrepreneur une liste et des détails sur ces problèmes techniques?

**R44** – Le Canada fournira les détails de toutes les questions techniques en suspens après l'attribution du contrat.

**Q45** – (Référence -- ETE) Veuillez confirmer que nous comprenons, d'après la rencontre individuelle tenue le 30 octobre 2018, que l'entrepreneur sera tenu de fournir toutes les mises à jour « telles que reçues du FEO dans le format et la langue originaux, à moins que le Canada nous demande de les convertir ou de les traduire conformément à un EWR (626) ».

**R45** – La livraison de toutes les mises à jour des données techniques du GE du SCCH est un travail de gestion. La conversion vers S1000D et la traduction constituent des travaux émergents.

**Q46** – (Référence – DP) Si le soumissionnaire est une coentreprise, l'entreprise commune doit-elle avoir été créée avant la soumission de la soumission, ou sa création peut-elle être conditionnelle à ce que le

soumissionnaire soit sélectionné pour l'attribution du CSES du SCCH en fournissant un engagement à cet effet de la part de chaque membre de l'entreprise commune proposée?

**R46** – Les entités juridiques distinctes qui présentent l'offre doivent toutes signer l'offre en tant qu'entités juridiques distinctes et indiquer, conformément à l'appel d'offres, qu'elles forment une coentreprise. Ils doivent également fournir, dans le cadre de leur soumission, tous les renseignements demandés dans la DP. Si un contrat subséquent est attribué, les deux entités doivent signer tout contrat subséquent et seront conjointement et solidairement responsables aux termes d'un tel contrat.

**Q47** – (Référence – DP) De quelle façon, le cas échéant, les réponses du soumissionnaire aux points a, b, c, c, d, f et g influent-elles sur la notation de l'expérience antérieure pertinente?

**R47** - Si un soumissionnaire ne répond pas aux questions a, b, c, d, e, f et g, le Canada considérera le soumissionnaire comme non conforme (c.-à-d. qu'une note de zéro lui sera attribuée). La DP a été mise à jour en conséquence. Les réponses aux questions a, b, c, d, e, f et g peuvent être utilisées pour vérifier l'information fournie par les soumissionnaires pour les exemples d'expérience antérieure pertinente.

**Q48** – (Référence – DP) Quels critères devraient être utilisés pour déterminer si une réponse par oui ou par non devrait être donnée au point e., Contrat de soutien en service – Oui/Non? Par exemple, le soumissionnaire pourrait-il répondre Oui si l'expérience est tirée d'un contrat dont le champ d'application du soutien en service est beaucoup plus large et si les mots « soutien en service » ne figurent pas dans le titre?

**R48** – Oui, pourvu que cela soit clairement indiqué au Canada dans la description de la portée du contrat. De plus, la partie du contrat qui a effectivement fourni du soutien en service doit être d'une durée d'au moins trois (3) ans et le soumissionnaire doit l'indiquer dans la description de la portée du contrat. Par exemple, si un contrat d'acquisition est de trois ans, mais seulement une des trois années a effectivement fourni du soutien en service, le Canada ne prendrait pas en considération ce contrat comme un contrat de soutien en service dans le but d'évaluer le point e.

**Q49** – (Référence – DP) Comment la réponse du soumissionnaire au point e., Contrat de soutien en service – Oui/Non, influe-t-elle sur la notation de l'expérience antérieure pertinente?

**R49** – La réponse à l'élément e sert à noter l'évaluation complète de l'expérience du CSES.

**Q50** – (Référence – DP) Le Canada pourrait-il confirmer que le soutien après l'acquisition d'une flotte établie comprenant le soutien d'une plate-forme, qui comprend plusieurs systèmes, est toujours acceptable en matière de soutien en service? Note : Cette question est posée en réponse à la modification de la description du soutien en service aux fins d'évaluation, qui est passée d'une flotte établie (1<sup>er</sup> projet de DP) à « tout équipement majeur (p. ex. un système radar) actuellement utilisé dans une flotte établie de plates-formes (p. ex. frégates)... ».

**R50** - Oui, c'est acceptable pourvu qu'il respecte les exigences de 4.3.2.1 de la version finale de la DP, Lignes directrices à l'intention des soumissionnaires relativement aux expériences antérieures pertinentes.

**Q51** – (Référence – DP) Le Canada pourrait-il confirmer que l'expérience acquise à l'occasion d'un contrat de services opérationnels ne portant pas le titre précis « soutien en service », « réparation et révision » ou « acquisition » serait applicable, à condition que la portée du contrat comprend des activités de soutien en service sur les flottes du MDN ainsi que la gestion de ces activités?

**R51** – Pourvu que l'étendue des travaux constitue de la Réparation et Révision(R&R), du soutien en service ou de l'acquisition et rencontre les critères de la section 4.3.2.1 de la version finale de la DP. Par exemple, la portion du contrat comprenant de la R&R, du soutien en service ou de l'acquisition doit être d'une durée minimale de 3 années. De plus, cela doit être clairement indiqué au Canada dans la description de la portée du contrat.

**Q52** – (Référence – DP) Le Canada confirmerait-il que le même contrat de services opérationnels contenant la portée du soutien en service serait admissible aux questions 3.b.i. ci-dessus et pourrait également être utilisé sous la référence 4.3.1 Évaluation des critères techniques obligatoires – O1 de la demande de propositions?

**R52** – Oui, à condition qu'il réponde à toutes les exigences du critère O1.

**Q53** – (Référence – DP) Le Canada a-t-il acquis des droits de PI à perpétuité ou le promoteur retenu doit-il renégocier l'accès à la PI avec chaque FEO du GE du SCCH à l'expiration de leurs contrats respectifs?

**R53** – Les licences du Canada sont perpétuelles. Si le Canada décide que l'une ou l'autre de ses licences existantes doit être renégociée, il renégociera ces licences ou peut demander à l'entrepreneur de le faire dans le cadre d'une nouvelle tâche.

**Q54** – (Référence – LVERS) À la page 1 de la LVERS, section 7.b) Restrictions de rejet, le CANADA a indiqué que des restrictions s'appliqueraient au Canada et aux États-Unis. Il est entendu que la majorité des systèmes associés à ce contrat ont des FEO européens.

Il est recommandé que le CANADA modifie la LVERS pour inclure tous les pays de l'OTAN, ou au moins les pays d'où provient le GE-SCCH (Pays-Bas, Allemagne, Suède et États-Unis)? Il a également été noté qu'à la page 3, l'article 15 de la LVERS stipule ce qui suit : « Y a-t-il des instructions supplémentaires (p. ex. guide de sécurité, guide de classification de sécurité) jointes? Le CANADA a indiqué « OUI », mais le guide supplémentaire n'a pas été fourni avec l'ébauche de la demande de propositions. Il est demandé au CANADA de fournir le Guide de classification de sécurité.

**R54** – « Il existe des renseignements ou des biens classifiés qui proviennent de sources étrangères et canadiennes et qui ne peuvent être communiqués qu'aux citoyens du Canada et des États-Unis. Le Canada ne peut pas modifier la classification de sécurité de l'information ou des biens et le soumissionnaire retenu doit être en mesure de traiter l'information ou les biens classifiés.

Le Canada fournira la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS) – Guide supplémentaire de sécurité dans le cadre de la version finale de la demande de propositions. »

**Q55** – (Référence – LVERS) Les sections 2.5.4 et 3.3 des Exigences en matière de sécurité des technologies de l'information du ministère de la Défense nationale (MDN) pour le contrat W8482-168150 version 1.4 indiquent que tous les renseignements contractuels doivent être séparés, et être immédiatement effacés à la demande du DSIC. Les sections stipulent en outre que toutes les informations doivent être stockées sur des équipements et des supports spécialement conçus et certifiés TEMPEST. L'intention est-elle d'appliquer ces restrictions de haute sécurité à toutes les informations contractuelles ou uniquement aux données soumises à des restrictions de classification et d'accès conformément à la LVERS? Il est recommandé que le CANADA modifie ces exigences pour y inclure la condition qu'elles ne s'appliquent qu'aux « RENSEIGNEMENTS CLASSIFIÉS ».

**R55** – « Les restrictions s'appliquent au Système d'Information (SI) identifié comme traitant, produisant et/ou stockant des données classifiées. Si des données non classifiées sont entrées dans ce SI, l'information confirme automatiquement la classification de sécurité du système. Si le contrat comporte plusieurs niveaux de sensibilité des données, ces différents niveaux de

sensibilité doivent être évalués et peut-être traités sur des systèmes différents : S'il est nécessaire d'échanger des informations confidentielles et secrètes dans le cadre de ce contrat, il serait sage d'avoir 2 systèmes informatiques (un approuvé au niveau de l'autorité palestinienne et un approuvé au niveau secret) ».

**Q56** – (Référence – LVERS) En plus du point Z035 ci-dessous, la section 7.13.2.11 indique que les contrats de sous-traitance avec des entreprises des pays autorisés sont acceptables, mais que seuls les citoyens canadiens ou américains (ou les résidents permanents du Canada) peuvent » accéder aux renseignements ou ensembles CLASSIFIÉS ». Étant donné que la majorité des informations/actifs CLASSIFIÉS proviennent de ces pays étrangers et que les entreprises de ces pays seront tenues d'entreprendre les travaux contractuels, il semble que cette clause empêcherait entièrement l'exécution de la totalité du soutien FEO, sauf dans une mesure très limitée.

Il est recommandé que la restriction spécifique aux citoyens du Canada et des États-Unis soit supprimée, mais que les autres exigences en matière d'autorisation soient maintenues.

**R56** – « Voir la réponse du Canada à la question Q61. On ne s'attend pas à ce que la majorité des renseignements ou des biens classifiés étiquetés comme étant uniquement des yeux CAN/US proviennent du FEO. »

**Q57** – (Référence – ETE) À la page 53 de l'Énoncé de travail sur le rendement daté du 25 mars 2019, la section 8.1 Processus d'EIE stipule ce qui suit : « Les processus opérationnels du MDN à l'appui du GE du SCCH sont fluides. Au fur et à mesure que les processus d'EIE et l'infrastructure de soutien évoluent, l'opinion actuelle est que l'entrepreneur pourrait être tenu d'utiliser le SIGRAD pour saisir les activités d'entretien et d'approvisionnement liées aux transactions. Comme cette capacité évolue actuellement, l'entrepreneur pourrait être tenu de répondre aux demandes et aux avis du SIGRAD par d'autres moyens.

Un environnement d'échange de données sécurisé sera utilisé pour transmettre les données entre le MDN et l'entrepreneur. » Il est demandé au CANADA de fournir les schémas du DRMIS pour établir la mise en correspondance de l'interface sur le système de l'entrepreneur.

**R57** – La section 8 de l'ETE a été mise à jour en conséquence.

**Q58** – (Référence – ETE) À la page 3 de l'Énoncé de travail sur le rendement daté du 25 mars 2019, la section 3.1, paragraphe 7, stipule que « La base de référence des produits du GE du SCCH est définie comme étant la liste du GE du SCCH (annexe 2) plus le dossier technique des données du GE du SCCH (annexe 3) ». Il est à noter que l'étendue du dossier technique (TDP) n'est pas indiquée. Il est demandé au CANADA de fournir une estimation de la quantité d'éléments du TDP.

**R58** – L'étendue du TDP sera déterminée avec l'entrepreneur après l'attribution du contrat.

**Q59** – (Référence – ETE) Une page 38 de l'Énoncé de travail sur le rendement daté du 25 mars 2019, section 6.1.5, Vérification de la configuration et vérifications, paragraphe 4, indique que « Le plan de vérification de la configuration de l'entrepreneur doit être conforme au Programme de vérification et de vérification des GBCS pour la gestion des configurations ». Il est recommandé que le CANADA fournisse le Programme de vérification et de vérification de la gestion de la configuration des GBC aux entrepreneurs afin d'estimer le travail par numéro de document et version.

**R59** – Le document est en cours d'élaboration et sera fourni après l'attribution du contrat.

**Q60** – (Référence – ETE) À la page 41 de l'Énoncé de travail sur le rendement daté du 25 mars 2019, la section 6.4, Gestion des données techniques, paragraphe 2, stipule ce qui suit : « Il existe des lacunes dans les données du TDP pour le produit de référence du GE du SCCH et l'entrepreneur devra, immédiatement après l'attribution du contrat, déterminer et combler ces lacunes ». Il est demandé au



CANADA de préciser si les lacunes dans les données du TDP sont couvertes par les travaux émergents ou par une partie du contrat principal ?

**R60** – Ils seront couverts dans la section Travaux en émergence.

**Q61** – (Référence – ETE) À la page 9 de 140 de l'ébauche de la DP du SCCH du 29 mars 2019, section 3.1.2, section II : Soumission financière, paragraphe 5, section 2, Frais de gestion : « Nonobstant toute disposition contraire des présentes, les travaux de gestion comprennent tous les travaux, qu'ils soient identifiés comme étant de gestion ou d'urgence aux termes de l'annexe A, qui seront effectués par le gestionnaire de projet, l'ingénieur principal des systèmes, le représentant de la côte Est et le représentant de la côte Ouest ». Le CANADA a-t-il l'intention que les frais de gestion soient simplement fournis par une équipe (c.-à-d. le gestionnaire de projet, l'ingénieur principal des systèmes, le représentant de la côte Ouest et le représentant de la côte Est), ou le soumissionnaire a-t-il l'intention d'estimer le travail de gestion comme un ensemble à part entière? L'expérience passée a montré que le fait de limiter la facturation des individus à des catégories de coûts individuelles limite leur capacité à gérer convenablement l'ensemble de la portée du contrat. Il est recommandé que le CANADA modifie cette exigence afin de définir les frais de gestion comme une estimation du travail de gestion en tant qu'organisme plutôt que comme des taux pour les ressources.

**R61** – Les frais de gestion annuels doivent comprendre tous les coûts liés aux travaux de gestion, tels qu'ils sont décrits ou indiqués dans l'EDT, ainsi que tous les coûts d'administration du contrat et tous les autres coûts, sauf pour les travaux désignés comme des travaux ponctuels en vertu du contrat. Nonobstant toute disposition contraire, les travaux de gestion comprennent tous les travaux, qu'ils soient indiqués comme des travaux de gestion et (ou) des travaux ponctuels à l'annexe A, qui seront exécutés par le gestionnaire de projet, l'ingénieur principal des systèmes, le représentant de la côte est et le représentant de la côte ouest.

**Q62** – (Référence – LVERS) À la page 2 de la LVERS, l'alinéa 11.e) de la LVERS précise : « Y aura-t-il un lien électronique entre les systèmes de TI du fournisseur et le ministère ou l'organisme gouvernemental », et le Canada a indiqué « NON ».

À la page 53 de l'Énoncé de rendement des travaux – Document de soutien en service du système de combat de la classe *Halifax* (SCCH) daté du 25 mars 2019 version 3.0, section 8.1 Processus EIE, le paragraphe 1 stipule ce qui suit : « Un environnement sécurisé d'échange de données sera utilisé pour transmettre les données entre le MDN et le fournisseur ».

Aux pages 5, 6 et 7 des Exigences en matière de sécurité des technologies de l'information du ministère de la Défense nationale (MDN) pour le contrat W8482-168150 version 1.4, sections 2.1.4, 2.5.1 et 2.5.6, tous les liens de données de référence. Il est recommandé que le CANADA modifie la LVERS et indique « OUI » s'il a l'intention d'utiliser une EIE.

**R62** – La section 8 de l'ETE a été mise à jour.

**Q63** – (Référence – LVERS) À la page 6 des Exigences du ministère de la Défense nationale (MDN) en matière de sécurité des technologies de l'information pour le contrat W8482-168150, version 1.4, section 2.3.3, l'article 2.3.3 stipule qu'aucun pays étranger ne peut avoir la capacité de compromettre la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données sans une autorisation valide du niveau SECRET et une approbation préalable du service international de la DSIC et de son responsable du projet. Cette section identifie les restrictions associées aux ressortissants étrangers. Le CANADA peut-il confirmer que la définition utilisée dans la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (<https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/l-2.5/page-1.html>) de « ressortissant étranger » s'entend d'une personne qui



n'est ni un citoyen canadien ni un résident permanent, et comprend un apatride. (étranger) » doit être utilisé dans ce cas?

**R63** – La partie A du Guide supplémentaire de sécurité de la LVERS exclut les résidents permanents.

**Q64** – (Référence – DP) À la page 92 de l'ANNEXE C BASE ET MÉTHODE DE PAIEMENT, à la section 3.2, l'étiquette de l'axe des y du graphique 1 indique que le taux du FRA est un pourcentage, mais la formule du taux du FRA telle qu'indiquée ne le calcule pas comme tel. Il est demandé au CANADA de confirmer s'il s'agit d'un pourcentage et, le cas échéant, de réviser le calcul.

**R64** – Le taux PIF est un %.

**Q65** – (Référence – LVERS) À la page 5 des Exigences en matière de sécurité des technologies de l'information du ministère de la Défense nationale (MDN) pour le contrat W8482-168150, version 1.4, la section 2.1.3 stipule ce qui suit : « Après validation, la DSIC avisera le chef de projet du MDN, le Directeur – Sécurité industrielle du Directeur - Opérations de sécurité de la défense (DOSD) et la Direction – Sécurité, gestion de l'information (DIM Sécurité) de la satisfaction de ces exigences. Chaque site doit détenir une habilitation de sécurité d'installation (FSC) et une capacité de protection des documents (DSC) et être autorisé par la DSIC à assurer la sécurité des TI SECRET avant d'être autorisé à traiter, produire et/ou stocker des renseignements sensibles du gouvernement, jusqu'au SECRET inclus. Il est demandé au CANADA de préciser si le DSC est applicable à l'ensemble du réseau/environnement informatique ou si un ordinateur portable autonome suffira.

**R65** – L'entreprise doit être enregistrée auprès du Programme de sécurité des contrats du SSI de SPAC, doit être habilitée à l'ASN au niveau secret et l'ordinateur portable doit être inspecté par la DSIC et autorisé au traitement informatique secret. La cote de sécurité de la TI s'applique au système de TI utilisé pour traiter, produire et/ou stocker les données sensibles du GC. Si seul un ordinateur portable autonome sécurisé est utilisé, l'autorisation de sécurité informatique ne s'applique qu'à cet ordinateur portable autonome.

**Q66** – (Référence – LVERS) À la page 5 des Exigences en matière de sécurité des technologies de l'information du ministère de la Défense nationale (MDN) pour le contrat W8482-168150, version 1.4, la section 2.2.5 stipule que « l'informatique mobile et le télétravail impliquant le SI W8482-168150 ne sont pas autorisés sur ce contrat ». Il est demandé au CANADA de confirmer que cette restriction ne s'appliquerait au réseau séparé que pour les données CLASSIFIÉES et que les connexions VPN sécurisées seront autorisées.

**R66** – « Elle s'applique à tous les systèmes/équipements informatiques utilisés pour traiter, produire et/ou stocker des données sensibles du GC. Si des données sensibles GC sont transmises via une connexion VPN, cette connexion doit être inspectée et approuvée. Des mesures de protection supplémentaires s'appliqueraient.

L'emplacement éloigné (à l'autre extrémité du VPN) doit être identifié, être enregistré dans le CSP, être autorisé à l'ASN au niveau secret et être inspecté par la DSIC et être autorisé au traitement informatique secret. »

**Q67** – (Référence – DP) À la page 58 de 140 de l'ébauche de la DP du SCCH du 29 mars 2019, la section 7.13.1.6 stipule que « L'entrepreneur doit remplir et soumettre un questionnaire sur la propriété, le contrôle et l'influence étrangers (FOCI) et les documents connexes indiqués dans les lignes directrices du FOCI pour les organisations avant l'attribution du contrat afin de déterminer si un tiers particulier, entreprise ou gouvernement peut avoir accès sans autorisation aux renseignements ou biens étrangers classés ». Si l'entrepreneur fait actuellement l'objet d'une telle évaluation pour un autre contrat, il est

demandé au CANADA de confirmer qu'une seule évaluation par entreprise doit être effectuée et que l'approbation en vertu d'un autre contrat s'appliquera à l'ISS SCCH.

**R67** – « Une évaluation de l'OFCI est valide pour une période maximale de cinq ans, à moins que l'organisation ne subisse d'importants changements corporatifs, de propriété ou organisationnels. Si une autre possibilité contractuelle est présentée à l'organisation et qu'une évaluation de l'étranger a été effectuée au cours des deux (2) dernières années, la lettre de décision initiale demeure valide et le client en est informé. Si l'évaluation précédente a été effectuée entre deux et cinq ans auparavant, l'organisation est priée de fournir une lettre décrivant tout changement ayant une incidence sur les facteurs de l'EOCI soumis initialement. Un examen ou une réévaluation est effectué (selon la nature et la complexité des changements). Si cela fait plus de 5 ans, une réévaluation complète est requise.

Notez cette mise en garde importante qui est incluse dans toutes les lettres de détermination.

Nous vous rappelons qu'il vous incombe d'aviser immédiatement le Bureau d'évaluation du Programme de garantie des marchés de SPAC si des changements surviennent au sein de votre organisation qui ont une incidence sur l'information fournie à SPAC. »

**Q68** – (Référence – DP) À la page 58 de 140 de l'ébauche de la DP du SCCH datée du 29 mars 2019, section 7.13 Exigences en matière de sécurité, sous-sections 7.13.1.3 et 7.13.1.4, fait référence aux informations « CLASSIFIÉES (À DIFFUSION NON RESTREINTE) » et « CLASSIFIÉES (À DIFFUSION RESTREINTE) », qui ne sont pas définies. La section 7b de la LVERS fait référence à des restrictions de communication différentes pour les renseignements classifiés canadiens, sans guide de classement selon le niveau de sécurité (comme l'exige l'article 15). Il est demandé au CANADA de fournir le Guide de classification de sécurité et de confirmer qu'il définit les informations « CLASSIFIÉES (À DIFFUSION RESTREINTE) » et « CLASSIFIÉES (À DIFFUSION NON RESTREINTE) » mentionnées dans les sections 7.13.1.3 et 7.13.1.4 du projet d'appel d'offres du SCCH.

**R68** – « CLASSIFIÉ (À DIFFUSION RESTREINTE) désigne des renseignements confidentiels ou secrets qui sont limités à CAN/US. Le Canada fournira la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS) – Guide supplémentaire de sécurité dans le cadre de la version finale de la demande de propositions. »

**Q69** – (Référence – DP) À la page 58 de 140 de l'ébauche de la DP du SCCH du 29 mars 2019, la section 7.13.13 Exigences en matière de sécurité, sous-section 7.13.1.4 stipule que « Les employés de l'entrepreneur ou de l'offrant qui doit avoir accès à des renseignements ou biens ou confidentiels ou à diffusion restreinte CANADIENS/ÉTRANGERS ou à des lieux de travail délicats, doivent être des citoyens canadiens ou américains et posséder une cote de sécurité valide au niveau SECRET accordée ou approuvée par la DSIC ou TPSGC ». La page 60, à la section 7.13.2, Exigences en matière de sécurité pour les fournisseurs étrangers Confidentiel, secret, confidentiel et secret étranger, sous-section 7.13.2.11 stipule que « Ces renseignements et biens classifiés étrangers et canadiens ne doivent être divulgués qu'au personnel de l'entrepreneur, de l'offrant ou du sous-traitant étranger qui a besoin de savoir pour l'exécution du contrat, de l'offre à commandes ou du contrat de sous-traitance, qui doit être un citoyen des États-Unis d'Amérique et/ou un citoyen canadien et/ou un résident permanent du Canada, et doivent détenir chacun une habilitation de sécurité du personnel en cours de validité au niveau SECRET, selon les besoins, délivrée ou approuvée par l'autorité de sécurité nationale (ANS) ou l'autorité de sécurité désignée (ASD) de leur pays respectif, conformément aux politiques nationales du pays du fournisseur ». Bien que l'article 7.13.1.4 stipule que les renseignements classifiés à diffusion restreinte ne peuvent être consultés que par des citoyens canadiens ou américains, l'article 7.13.2.11 stipule que les mêmes renseignements, lorsqu'ils sont consultés à l'extérieur du Canada, peuvent l'être par des résidents permanents du Canada. Il est recommandé que le CANADA applique uniformément la

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W8482-168150/D  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W8482-168150

N° de la modif - Amd. No.  
001  
File No. - N° du dossier  
008fx.W8482-168150

Id de l'acheteur - Buyer ID  
008fx  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

définition de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*, permettant ainsi aux résidents permanents d'avoir accès à cette information.

**R69** – Les résidents permanents ne sont pas autorisés à avoir accès aux renseignements classifiés à diffusion restreinte conformément à la LVERS.

**Q70** – (Référence – DP) À la page 2 de 140 de l'ébauche de la DP du SCCH relative au système de classification et d'étiquetage des produits chimiques du 29 mars 2019, l'article 1.2.5 stipule que « l'entrepreneur doit obtenir et conserver pendant la durée du contrat tous les droits, licences et accords nécessaires pour pouvoir exécuter les travaux décrits dans les PIP ». 2<sup>e</sup> ébauche\_SCCH\_ISSC\_ETE  
Page : 31 Section 4.16.1 Paragraphe : 2

À la page 31 de l'Énoncé de travail sur le rendement du document de soutien en service du système de combat de la classe *Halifax* (SCCH) daté du 25 mars 2019 version 3.0, section 4.16.1, paragraphe 2, on peut lire : « Le Canada a acquis la PI de base dans le GE du SCCH pour l'utilisation, le fonctionnement, la réparation et la révision de ce GE, notamment pour divulguer et accorder sous licence à ses entrepreneurs à ces fins, la PI de base. L'entrepreneur doit fournir la PI de base dans le cadre des travaux du contrat à ces mêmes fins. Les détails et toutes les conditions de ces licences de PI de base à fournir par l'entrepreneur figurent dans les Conditions générales supplémentaires 4007 de SPAC, dans leur version modifiée, jointe au contrat et incluse dans celui-ci ». Il est demandé au CANADA de confirmer si les licences nécessaires pour la PI de base et la PI originale ont été obtenues et seront mises à la disposition des contractants. Il est demandé au CANADA de fournir une liste des informations qui doivent être mises à disposition sous chacune de ces licences (c'est-à-dire des listes de données)?

**R70** – « Le Canada a mis à jour l'ETE en conséquence. »

**Toutes les autres modalités demeurent inchangées.**